

# AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITÉ NOUVELLE-AQUITAINE

Établissement public de coopération environnementale

## STATUTS

**Version modifiée – CA du 24/04/2026**

Vu le Code de l'environnement,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21,

Vu la délibération n°2021.2112.SP de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 12 décembre 2021 relative à l'évolution de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu la convention du 24 mars 2022 portant sur l'évolution de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, en application de la convention cadre Etat-Région pour la reconquête de la biodiversité,

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine n°2023.504.SP du 27 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité n°2023-03 du 16 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne n° DL/CA/23-09 en date du 14 mars approuvant le principe de l'adhésion de l'agence de l'eau à l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale

Vu la délibération du Conseil Départemental de Dordogne n°23-83 du 30 juin 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts

Vu la délibération du Conseil Départemental de Gironde N°2023.38.CD du 26 juin 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Poitiers n°2023-0181 du 23 juin

2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts

Vu la délibération du comité syndical du parc naturel régional de Millevaches n°C.2023-11 du 11 avril 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts

Vu la délibération du comité syndical du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique N° CS060-01 du 15 juin 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts

Vu la résolution du 13 juin 2023 de l'assemblée générale de l'association Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine de dissoudre la structure et de transférer les fonds et propriétés matérielles et intellectuelles vers l'établissement public de coopération environnementale créé,

## PRÉAMBULE

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 confère la possibilité aux Régions et à l'État, à travers l'Office français de la Biodiversité (OFB) de créer conjointement des agences régionales de la biodiversité (ARB). Les Régions disposent depuis la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 du chef de filât en matière de protection de la biodiversité (L1111-9 du CGCT), et sont ainsi chargées d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités et de leurs groupements.

Dans ce cadre, l'OFB favorise, avec les Régions volontaires, l'émergence ou le renforcement de dynamiques locales nouvelles que sont les Agences Régionales de la Biodiversité, avec pour objectif de renforcer et d'accompagner les actions de connaissance et de protection des écosystèmes, de mobiliser les acteurs territoriaux autour des enjeux de la biodiversité. Véritables laboratoires d'expérimentation, les ARB s'inscrivent dans une vision innovante de partenariats et de stratégies d'actions à l'échelon régional.

La Région Nouvelle-Aquitaine s'est dotée d'une ARB dès 2018, issue de la fusion de **l'Agence Régionale pour la Biodiversité en Aquitaine (ARBA)** et de **l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes (ORE)**, structures préexistantes à la loi de reconquête de la biodiversité du 8 août 2016. Cette Agence, relevant du statut d'association loi de 1901, a été désignée comme l'une des agences de la Région Nouvelle-Aquitaine, **afin de l'accompagner dans la définition et la mise en œuvre de sa politique biodiversité.**

Considérant l'importance des enjeux régionaux relatifs à la biodiversité, la Région, l'Etat, l'OFB et l'Agence, portés par une ambition commune, se sont accordés sur la nécessité de faire évoluer la structure. La modification de son statut juridique vers un établissement public de coopération environnementale vise notamment à permettre l'intégration des services de l'Etat et de son opérateur l'OFB à sa gouvernance (conformément au cadre instauré par la loi pour la reconquête de la Biodiversité du 8 août 2016), mais également à sécuriser son budget tout en lui donnant de la visibilité sur le long terme.

L'ARB-NA, dans son rôle d'ensemblier et d'animateur territorial, permettra de :

- asseoir une structure référente à l'échelle régionale sur les questions de la biodiversité et de l'eau, avec la capacité d'analyse intégrée des multiples enjeux des territoires (biodiversité, économie, agriculture, sociologie, climat...) et des réflexions prospectives
- accompagner les acteurs institutionnels régionaux et départementaux dans la mise en œuvre des politiques publiques favorables à la biodiversité en démultipliant les actions de préservation et de protection de la biodiversité
- sensibiliser les partenaires institutionnels, les socio-professionnels et les citoyens, aux enjeux de la biodiversité.

## **ONT ÉTÉ APPROUVÉS LES PRÉSENTS STATUTS**

### **TITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1<sup>er</sup> – Création**

Il est créé entre :

- La Région Nouvelle-Aquitaine, ayant son siège à l'Hôtel de Région, 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Monsieur Alain Rousset, ci-après désignée « la Région » ;

Et

- L'État en région Nouvelle-Aquitaine, représenté par Monsieur Etienne Guyot, Préfet de région, ci-après désigné « l'État » ;
- L'Office Français de la Biodiversité, établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, ayant son siège 12, cours Lumière, 94300 Vincennes, représenté par Monsieur Olivier Thibault, Directeur Général, ci-après désigné « l'OFB » ;

un établissement public de coopération environnementale régi notamment par les articles L.1431-1 et suivants et les articles R.1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral décidant de sa création.

#### **Article 2 – Dénomination et siège de l'établissement**

L'établissement public de coopération environnementale est dénommé : Agence régionale de la biodiversité de Nouvelle-Aquitaine (ARB-NA).

Il a son siège à l'adresse suivante :

**44 Boulevard Pont-Achard  
86 000 POITIERS**

Il peut transférer son siège à toute autre adresse par décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

### Article 3 – Qualification juridique

L'EPCE est un établissement public de coopération environnementale à caractère administratif tel que défini à l'article L1431-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

### Article 4 – Missions

L'Agence Régionale de la Biodiversité a pour objectifs principaux de :

- Renforcer l'action publique régionale en matière de connaissance, de préservation, de restauration et de valorisation de la biodiversité ainsi que des enjeux qualitatif et quantitatif liés à l'eau, **notamment par la structuration, la mutualisation et la valorisation des données naturalistes, en particulier relatives au fonctionnement de la plateforme faune du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) régional - FAUNA, selon les attendus, les modalités de fonctionnement et de gouvernance définies nationalement.**
- Assurer une meilleure coordination des initiatives publiques en faveur de la biodiversité et de la ressource en eau à l'échelle régionale, **en favorisant la mise en cohérence des dispositifs, des acteurs et des outils de connaissance ;**
- Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité

Dans ce contexte, trois missions principales sont confiées à l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine :

- La valorisation et la diffusion des connaissances relatives à l'eau et à la biodiversité **incluant l'animation régionale des producteurs de données relatives à la faune, la centralisation et la bancarisation sécurisée des données faune du SINP et la mise à disposition des informations fiables et valides.**
- L'accompagnement des politiques **et des initiatives** publiques, et des projets, **par l'apport d'un appui scientifique et technique, la réalisation d'analyses, de synthèses et d'expertises, ainsi que la production d'outils d'aide à la décision ;**
- La communication, la sensibilisation et la mobilisation citoyenne, **comprenant l'animation de réseaux d'acteurs, la diffusion des connaissances et la promotion des démarches partenariales et collaboratives.**

L'EPCE Agence Régionale de la Biodiversité est chargée de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à la biodiversité et à l'eau, **de centraliser et bancariser les données fiables et valides relatives à la faune**, d'apporter un concours scientifique et technique aux pouvoirs publics, et d'assurer la mise en place d'actions concourant à la préservation de la biodiversité et à restaurer les milieux naturels. Elle intervient dans les domaines des milieux terrestres, aquatiques, marins et côtiers.

### Article 5 – Durée

L'établissement est constitué sans limitation de durée. Il pourra être dissous et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 6.

## **Article 6 – Adhésion, retrait et dissolution**

Les règles d'adhésion à l'EPCE sont fixées à l'article R. 1431-3 du code général des collectivités territoriales.

Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R.1431-19 et R.1431-20 du même code.

En cas de dissolution de l'EPCE, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

## **TITRE II – ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

### **Article 7 – Organisation générale**

L'EPCE est administré par un conseil d'administration et son Président. Il est dirigé par un directeur.

### **Article 8 – Composition du conseil d'administration**

#### **8.1 Répartition des sièges**

Le conseil d'administration est composé d'un maximum de 30 membres répartis comme suit :

- 5 représentants du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ;
- 2 représentants de l'Office français de la biodiversité ;
- 2 représentants de l'État en région ;
- 1 représentant de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;
- 1 représentant du département de la Dordogne ;
- 1 représentant du département de la Gironde ;
- 1 représentant du parc naturel régional de Millevaches ;
- 1 représentant de la communauté urbaine du Grand Poitiers
- 1 représentant du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique ;
- ~~- 1 représentant du réseau régional de recherche sur la Biodiversité et les Services Ecosystémiques en Nouvelle-Aquitaine (BIOSENA) ;~~
- 1 représentant du Centre National de la Propriété Forestière en Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentants de la Ligue de Protection des Oiseaux en région Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant de l'association France Nature Environnement en région Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant de Réserves Naturelles de France ;
- 1 représentant de l'union régionale des Conseils de l'Architecture, de l'Urbanisme et des Paysages de Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant du Conservatoire d'espace naturel en région Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant de la Fédération régionale des Chasseurs de Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant du Comité régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins en Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant de l'Association régionale de Pêche et de Protection des Milieux

Aquatiques en Nouvelle-Aquitaine ;

- 1 représentant de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 représentant de la Fédération régionale de l'Agriculture Biologique en Nouvelle-Aquitaine ;
- 1 personne qualifiée membre du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ;
- 1 représentant du réseau SOLTENA ;
- 1 représentant du personnel de l'établissement.

Le conseil d'administration est composé de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes désignés, d'une part, et des femmes désignées, d'autre part, ne soit pas supérieur à 1.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

## **8.2 Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements**

Les collectivités territoriales membres de l'ARB sont représentées au sein du conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- La Région Nouvelle-Aquitaine désigne au sein de son Conseil régional cinq conseillers régionaux, pour la durée de leur mandat restant à courir ;
- Les Départements représentés au conseil d'administration désignent au sein de leur conseil départemental un conseiller départemental pour la durée de son mandat restant à courir.

## **8.3 Représentants de l'Office français de la biodiversité**

L'OFB désigne ses deux représentants selon les modalités propres à son établissement.

## **8.4 Représentant de l'EPCI qui intègre la commune siège de l'établissement**

L'EPCI intégrant la commune siège de l'établissement désigne au sein du conseil communautaire un conseiller communautaire, pour la durée de son mandat restant à courir.

## **8.5 Représentants de l'État**

Le préfet de région désigne les deux représentants de l'État selon les modalités qui lui sont propres.

## **8.6 Représentants des établissements publics locaux**

Un représentant sera désigné par chacun des établissements publics locaux membres, selon les modalités propres à chaque établissement pour une durée de trois ans renouvelables.

## **8.7 Représentant de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne**

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne est représentée par son Directeur Général ou son représentant désigné.

## **8.8 Représentants des associations**

Un représentant sera désigné par chacune des associations suivantes selon les modalités propres à leurs structures pour une durée de trois ans renouvelables en application de l'article R. 1431-4 du CGCT.

## **8.9 Représentants des secteurs économiques concernés et usagers**

Un représentant sera désigné selon les modalités propres aux établissements suivants pour une durée de trois ans renouvelables en application de l'article R. 1431-4 du CGCT.

## **8.10 Personnalité qualifiée**

La personne qualifiée est désignée conformément à l'article R 1431-4 2° du code général des collectivités territoriales, pour une durée de trois ans renouvelables.

## **8.11 Représentant du personnel**

Le représentant du personnel est élu pour une durée de trois ans renouvelables.

Il est élu au sein de l'établissement au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Le directeur et le responsable administratif et financier ne sont pas éligibles.

L'organisation du scrutin est supervisée par un bureau composé du directeur, du responsable administratif et financier ainsi que d'un électeur volontaire ou tiré au sort. Un candidat de l'élection peut être membre du bureau.

Le représentant élu des salariés de l'EPCE siège dès son élection.

## **8.12 Empêchement ou vacance des membres désignés ou élus du conseil d'administration**

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des membres du conseil d'administration mentionné ci-dessus, un membre suppléant est désigné dans les mêmes conditions que le membre titulaire qu'il supplée. Il siège au conseil d'administration avec voix délibérative, en l'absence du membre titulaire.

**En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat. »**



### **8.13 Gratuité des fonctions exercées et déontologie des membres du conseil d'administration**

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement sous réserve de fournir les justificatifs y afférents.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

### **Article 9 – Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président dans les conditions définies à l'article 11. L'ordre du jour est fixé par le président et le vice-président.

Le conseil d'administration ne peut valablement statuer que si la moitié au moins de ses membres est présent. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours.

Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Sauf dans les cas où les textes en disposent autrement, les délibérations sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, participe au conseil d'administration avec voix uniquement consultative.

Le président peut inviter au conseil d'administration toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour, mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal de réunion.

### **Article 10 – Attributions du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est régi par un règlement intérieur. Il détermine la politique de l'établissement et définit la feuille de route stratégique. Il approuve le budget et en contrôle l'exécution. Il approuve les créations, modifications et suppressions d'emplois (L1431-4 du CGCT).

Conformément à l'article R1431-7 du code général des collectivités territoriales, il délibère sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'EPCE, notamment sur :

- les orientations générales de l'activité de l'établissement public ;
- le programme d'action annuel et le budget correspondant et ses modifications ;
- le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- les créations, transformations et suppressions d'emplois permanents ;
- les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés et d'acquisitions de biens ;
- les projets de concession et de délégation de service public ;
- les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- les transactions ;
- le règlement intérieur de l'établissement public ;
- les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement public a fait l'objet ;
- le rapport d'activité.

Le conseil d'administration détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

## **Article 11 – Le président et le vice-président du conseil d'administration**

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelables, qui ne peut excéder, le cas échéant, celle de son mandat électif.

Il est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions, et qui est habilité à le suppléer en cas d'absence, dans le respect de l'article 8.12.

Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.

Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.

Le président nomme le personnel de l'établissement, après avis du directeur

Il peut déléguer sa signature au directeur, pour tout ou partie de ses attributions.

## **Article 12 – Le directeur**

### **12.1 – Désignation du directeur**

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur.

Après réception des candidatures et des projets des candidats, elles établissent une liste de présélection des candidats à l'unanimité dans le respect du principe d'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités de direction.

Au vu des projets d'orientations stratégiques présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi la liste de présélection.

## **12.2 – Mandat du directeur**

La durée du premier mandat du directeur est de trois ans.

Ce mandat est renouvelable par période de trois ans.

Le directeur bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une durée égale à la durée de son mandat. Lorsque le mandat est renouvelé, après approbation par le conseil d'administration du nouveau projet présenté par le directeur, le contrat de ce dernier fait l'objet d'une reconduction expresse d'une durée équivalente à celle du mandat.

## **12.3 – Attributions**

Le directeur dirige l'EPCE.

A ce titre, le directeur :

- élabore et met en œuvre le projet stratégique pour lequel il a été nommé et rend compte de son exécution au conseil d'administration ;
- s'assure de l'exécution des programmes d'activité de l'établissement public ;
- assure le bon fonctionnement de l'établissement public ;
- est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement public ;
- prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- assure la direction de l'ensemble des services / pôles / missions ;
- est consulté pour avis par le président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
- passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature au Directeur adjoint ou à un ou plusieurs chefs de service/ responsables de pôle placés sous son autorité, via un document dédié délimitant le champ et les conditions de délégation et approuvé en conseil d'administration.

Il participe au conseil d'administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion. Il est responsable de l'élaboration des délibérations qui seront soumises au vote du conseil d'administration.

## 12.4 – Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales ou structures membres de l'établissement et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers de ses membres.

### Article 13 – Le comité d'orientation

Un comité d'orientation est mis en place à la demande du conseil d'administration.

Le comité d'orientation est un organe consultatif de l'établissement public de coopération environnementale.

Une délibération dédiée, votée en conseil d'administration, détermine la composition du comité d'orientation, précise son périmètre d'intervention et les modalités de fonctionnement détaillé (saisine, contributions, lien et cohérence avec le CRB...).

Il peut être **notamment** consulté sur les questions suivantes :

- le programme d'action adopté par le conseil d'administration ;
- les études à conduire sur des sujets proposés par le conseil d'administration ;
- la contribution technique et/ou scientifique aux analyses, études, réflexions portées et produites par l'agence, **dont la valorisation territoriale des données.**

Le comité d'orientation dispose de la capacité de s'auto-saisir de sujets qu'il expose au conseil d'administration. Après validation et dans les conditions fixées par ce dernier, il conduit les travaux objets de l'auto-saisine.

Le comité d'orientation se réunit au moins 1 fois par an à l'initiative du président et ou du directeur.

### Article 14 – Le comité des financeurs

Le comité des financeurs réunit les personnes publiques membres de l'ARB-NA EPCE ou extérieures à celle-ci, concourant au financement de la structure au-delà d'un seuil précisé dans le règlement intérieur.

Le comité des financeurs examine de manière concertée les financements apportés à la structure, les moyens humains afférents ainsi que les demandes des porteurs de projets.

Sur la base des financements disponibles et de la maquette établie par le directeur, il propose au conseil d'administration un programme d'action déclinant le projet stratégique de l'ARB-NA EPCE à approuver avant le 31 décembre.

Le comité des financeurs est consulté sur les projets et actions proposés en cours d'année par ses membres ou par le conseil d'administration, et ne figurant pas au programme d'actions voté en année n-1.

Les modalités de prise de décision par le comité des financeurs seront également précisées dans le règlement intérieur.

### **Article 15 – Régime juridique des actes**

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'EPCE font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et sur son site internet.

Les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement public.

### **Article 16 – Transactions**

L'EPCE est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

## **TITRE III – REGIME FINANCIER ET COMPTABLE**

### **Article 17 – Dispositions générales**

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

L'EPCE applique l'instruction budgétaire et comptable M57, nomenclature adaptée pour cet EPCE qui n'a pas vocation à attribuer de subventions compte tenu des missions qui lui sont conférées à l'article 4 et devra donc gérer uniquement ses activités propres et son personnel.

### **Article 18 – Le budget primitif**

Le budget est soumis aux dispositions des articles L.1612-1 à L.1612-20 et L.1617-1 à L.1617-5 du Code général des collectivités territoriales.

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les six mois qui suivent la création de l'EPCE, puis chaque année de l'exercice auquel il se rapporte.

## Article 19 – Le comptable

Le comptable de l'EPCE est un comptable de la direction générale des finances publiques ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L.1617-2 à L.1617-5 du code général des collectivités territoriales.

## Article 20 – Régies d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT.

## Article 21 – Recettes, apports et contributions

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- les subventions de l'Union européenne, de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ;
- les dons et legs ;
- le produit des contrats, **conventions** et des concessions ;
- le produit de la vente de prestations, publications et de documents ;
- le produit des manifestations organisées par l'établissement ;
- les revenus des biens meubles et immeubles ;
- le produit des aliénations ;
- d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

Les apports et contributions **annuels** nécessaires au fonctionnement de l'établissement public de coopération environnementale sont fixés comme suit :

- **Région Nouvelle-Aquitaine : 700 000 € ;**
- **Office Français de la Biodiversité : 400 000 € ;**
- **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine - La contribution de la DREAL Nouvelle-Aquitaine est constituée :**
  - o **d'une dotation statutaire de 158 000 € ;**
  - o **d'une subvention annuelle spécifique via une convention pluri-annuelle d'objectifs adaptée, distincte de la dotation statutaire, pour le financement de deux équivalents temps plein (2 ETP) affectés à la capitalisation et la valorisation des données Faune de la plateforme régionale Nouvelle-Aquitaine du SINP.**
- **Département de la Gironde : Le montant de la contribution financière annuelle sera fixé par délibération du conseil d'administration de l'EPCE et de l'assemblée délibérante du Département de la Gironde.**
- **Département de la Dordogne : Le montant de la contribution financière annuelle sera fixé par délibération du conseil d'administration de l'EPCE et de l'assemblée délibérante du Département de la Dordogne.**

- Communauté urbaine du Grand Poitiers : **Le montant de la contribution financière annuelle sera fixé par délibération du conseil d'administration de l'EPCE et de l'assemblée délibérante de la Communauté urbaine de Grand Poitiers.**

Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, l'Office Français de la Biodiversité **et la DREAL Nouvelle-Aquitaine**, peuvent décider, **chacun en ce qui les concerne**, de verser une dotation annuelle supérieure **aux montants de référence** mentionnés ci-dessus.

L'année 2023 est caractérisée par une phase de transition sur le plan budgétaire. La dotation statutaire de la Région Nouvelle-Aquitaine prévue par les statuts sera, et uniquement pour cette année de transition, constituée par le prorata des sommes allouées à l'association Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine en 2023 à compter de la création effective de l'EPCE (subventions de fonctionnement et du programme d'actions).

**L'année 2026 est caractérisée par une phase de transition sur le plan budgétaire. La dotation statutaire de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine prévue par les statuts sera pour cette année réduite à proportion de l'effectivité du portage de l'unité de service FAUNA par l'ARBNA à compter de la signature des contrats des agents dédiés au pôle faune du SINP (subventions de fonctionnement et du programme d'actions).**

Ces contributions sont distinctes des dotations complémentaires sous forme de subventions spécifiques pour des opérations ponctuelles décidées annuellement par chacune des personnes publiques en cohérence avec le projet stratégique de l'ARBNA, et présentées en comité des financeurs. Le règlement intérieur définit les modalités d'intégration des demandes de tiers au plan d'actions de l'agence ainsi que des modalités de financement de ces projets.

Les apports nécessaires pour accueillir et permettre le bon fonctionnement de l'activité des agents de l'EPCE (notamment les biens immobiliers, le mobilier et les matériels) pourront être mis à disposition par les membres du CA dont ils sont propriétaires. Les modalités de mises en œuvre, notamment la liste des biens concernés par ces mises à disposition de biens, feront l'objet d'une convention.

## **Article 22 – Charges**

Les charges de l'établissement comprennent notamment les frais de personnel, les frais de fonctionnement, d'exploitation, de production et d'équipement, les impôts et contributions de toute nature et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

## **Article 23 – Commission d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article L1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commission d'appel d'offres est instituée et présidée par le directeur ou son représentant. Elle comprend en outre cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés par le conseil d'administration en son sein.

## **TITRE IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

### **Article 24 – Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration**

Pendant toute la période précédant l'élection du ou des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux articles 8.2. à 8.10.

Dès la création de l'EPCE, le conseil d'administration est réuni sur convocation du préfet et des deux autres membres fondateurs de l'établissement public : Région Nouvelle-Aquitaine et OFB, pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement.

Jusqu'à élection du président du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 11, le conseil d'administration est présidé par un président de séance désigné en son sein à la majorité des membres présents.

Le représentant élu du personnel de l'EPCE est élu dans les 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral de création de l'établissement : il siège dès son élection conformément à l'article 8.11 des statuts. Jusqu'à son élection, le représentant du personnel de l'association ARB-NA siège au conseil d'administration.

### **Article 25 – Dispositions relatives aux personnels**

Il est fait application des dispositions de l'article L. 1224-3 du code du travail aux contrats de travail des personnels de l'association Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine directement affectés aux activités transférées à l'établissement public de coopération environnementale.

Les personnels de l'établissement public de coopération environnementale relèvent du statut de la fonction publique territoriale.

### **Article 26 – Dispositions transitoires relatives aux recettes et à la dévolution des biens**

L'établissement public reçoit les biens et propriétés de l'association Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine affectés aux activités transférées, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats et conventions conclus par celle-ci liés aux activités transférées à l'établissement public de coopération environnementale Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine. Les modalités de dévolution des biens sont précisées par une convention conclue entre les représentants des deux structures.

L'EPCE bénéficie du transfert du budget de l'association constitué des subventions de la Région, de l'OFB, et de l'Etat, de l'Europe et de tout autre financement en cours au titre de l'année transitoire, sans que l'EPCE nouvellement installé n'appelle les recettes mentionnées à l'article 21, pour l'exercice transitoire.

Les dotations statutaires versées par l'OFB, les départements et la communauté



urbaine du Grand Poitiers prévues par les statuts seront, et uniquement pour l'année 2023 de transition, calculées au prorata de la date de création effective de l'EPCE.

## **Article 27 – Clause de revoyure afférente au portage de l'unité de service FAUNA**

L'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine assure le portage de l'unité de service FAUNA, dans les conditions définies par la convention de partenariat approuvée par le conseil d'administration. Un an après la mise en œuvre effective du portage de l'unité de service FAUNA, le conseil d'administration procède à un examen des conditions de déploiement de cette unité, sur la base d'un bilan présenté par la direction.

Ce bilan porte notamment sur :

- la mise en œuvre opérationnelle du portage de l'unité de service FAUNA ;
- l'efficacité de l'organisation et de la gouvernance mises en place ;
- l'adéquation entre les dépenses engagées et les ressources mobilisées.

À l'issue de cet examen, le conseil d'administration peut décider des ajustements qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de l'unité de service FAUNA et à l'atteinte de ses objectifs, sans que cette clause de revoyure ait pour objet de remettre en cause la décision de portage prise par l'établissement.

## **TITRE V – PROPRIÉTÉ SUR LES RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ**

### **Article 27 28 – Travaux effectués dans le cadre de l'EPCE**

Les productions notamment les logiciels, le savoir-faire, les dossiers techniques (dont les archives) acquis lors d'études effectuées dans le cadre de l'EPCE, sont sa propriété.

Les produits issus des études effectuées par l'établissement sont sa propriété, étant entendu que les moyens (logiciels, études...) mis à disposition par les membres du comité d'orientation pour la réalisation de ces travaux resteront la propriété desdits membres.

Lorsque l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine intervient en tant que prestataire et réalise des productions pour le compte d'une autre entité, la propriété desdites productions est transférée au commanditaire.

## **TITRE VI – MODIFICATION STATUTAIRE**

### **Article 28 29 – Modification statutaire**

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition faite par délibérations concordantes des membres du conseil d'administration de l'établissement, après avis des instances concernées par les modifications le cas échéant (comité des financeurs, comité d'orientation). Un arrêté du représentant de l'État approuve la décision de modification des statuts.